



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4020 LIEGE
P 001436



N° 155

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Liège - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump semble avoir substitué au droit international une doctrine de la force pure, redéfinissant les relations mondiales selon ses propres termes. Qu'il s'agisse du Proche-Orient ou de l'Europe de l'Est, le président américain affiche un mépris manifeste pour les cadres multilatéraux. En Ukraine comme dans le conflit israélo-palestinien, sa diplomatie transactionnelle ignore les résolutions de l'ONU, privilégiant des accords de fait où la souveraineté des plus faibles est sacrifiée sur l'autel d'une « paix » imposée par Washington.

Début 2026, cette posture s'est illustrée de manière spectaculaire par l'opération menée au Venezuela pour capturer le président Nicolas Maduro. En le faisant emprisonner aux États-Unis, Donald Trump ne s'est pas contenté de renverser un dictateur ennemi ; il a fait savoir que les frontières et l'immunité souveraine ne sont plus des obstacles pour la puissance américaine.

Même si le régime des mollahs est un des plus détestables au monde, une nouvelle étape vient d'être franchie avec l'élimination récente du Guide suprême iranien lors de bombardements conjoints avec Israël. Cet interventionnisme brutal visant à forcer des changements à la tête d'un pays confirme que Washington ne s'embarrasse plus de nuances quelconques lorsqu'un régime entrave ses intérêts.

Autre coup porté au multilatéralisme : la création du Conseil de la Paix, cet organisme conçu pour supplanter l'ONU dans la reconstruction de Gaza. En se mettant lui-même à la tête de cette structure concurrente, le président étatsunien veut s'assurer un contrôle total sur l'aide et l'influence régionale, écartant toute voix dissidente au profit d'une gestion « managériale » et unilatérale des crises humanitaires.

Même envers ses alliés traditionnels, la courtoisie diplomatique a laissé place à une forme de prédation territoriale. L'insistance avec laquelle Donald Trump a réclamé le Groenland des semaines durant, malgré les protestations européennes, témoigne d'une vision du monde où tout est à vendre ou à prendre.

Face à cette dérive hégémonique, une résistance s'organisera-t-elle ? Au dernier Forum économique mondial de Davos, quelques dirigeants occidentaux, au premier rang desquels le Premier ministre canadien, osaient briser le silence. En dénonçant ce leadership coercitif, Mark Carney en appelait à une alliance des « nations moyennes ». L'enjeu est de taille : proposer une alternative collective pour sauvegarder l'équilibre mondial face à la tentation impérialiste d'une Amérique qui ne reconnaît plus d'autre loi que la sienne.

Au sommaire

Colombie

Hommage à Yanette Bautista
Page 2

Nicaragua

Soutien aux défenseur(e)s en exil
Page 3

Guatemala

Accompagnement de Carlos Choc
Page 4

Impact de l'exploitation minière
Page 5

In de beweging

Een informatieavond over Papua
Page 6



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Colombie

Transformer la perte en pouvoir populaire Hommage à Yanette Bautista

L'accompagnement de PBI fait se rencontrer des volontaires internationaux et des activistes locaux. Sans le vouloir, du fait de leur rapprochement, les personnes accompagnées suscitent assez souvent l'admiration des observateurs qui ont appris à les connaître de près. L'article qui suit en est un exemple. On le doit à une volontaire qui rend hommage à Yanette Bautista, la militante de l'Association des familles de détenus-disparus, décédée en septembre dernier.



Yanette a commencé son militantisme au sein de l'Association des familles de détenus-disparus (ASFADDES) après la disparition forcée de sa sœur, Nydia Érika Bautista, le 30 août 1987, lors d'une opération conjointe des brigades III et XX de l'armée nationale. Pendant trois ans, elle a mené une recherche inlassable jusqu'à ce qu'elle retrouve sa dépouille : Nydia avait été assassinée et enterrée comme NN dans un cimetière de Guayabetal, dans le département de Cundinamarca.

À la fin des années 90, Yanette a présidé la Fédération des associations de familles de détenus-disparus d'Amérique latine (FEDEFAM), consolidant ainsi son leadership au-delà des frontières de la Colombie. Cependant, son engagement lui a également coûté cher : elle a été victime de menaces, de harcèlement et de persécutions politiques, ce qui l'a contrainte à vivre en exil en Espagne, en Allemagne et au Costa Rica. Pendant cette période, loin de s'arrêter, elle a continué à organiser, coordonner et soutenir les procédures de dénonciation des disparitions forcées.

En 2006, après son retour en Colombie, elle a officiellement fondé la Fondation Nydia Érika Bautista pour les droits humains (FNEB), dont les bases avaient déjà été jetées pendant ses années d'exil en Allemagne, après plus d'une décennie de lutte. Yanette a été la directrice de la Fondation jusqu'à son décès, le 1er septembre 2025. Elle a consacré toute sa vie à la reconstruction du tissu social que la violence avait tenté de briser, convaincue que la mémoire, l'organisation et l'entraide sont des formes profondes de justice. C'est pourquoi son absence aujourd'hui fait également partie de la mémoire collective. Son histoire et son héritage marquent un horizon : non seulement pour ceux d'entre nous qui croyons que d'autres mondes sont possibles, mais aussi pour ceux qui, jour après jour, participent activement à la préservation de ces mondes bienveillants qui existent déjà.

Trois mois avant son départ, le 9 juin 2025, la Juridiction spéciale pour la paix (JEP) a officiellement reconnu Yanette Bautista comme victime et comme femme à la recherche de sa sœur dans les macro-affaires 08 et 11. Par cette reconnaissance, la JEP a validé non seulement la souffrance personnelle causée par la disparition de sa sœur, mais aussi son travail constant dans la recherche de la vérité et de la justice, ainsi que son accompagnement engagé auprès de centaines de familles victimes en Colombie.

La loi sur les femmes chercheuses : un précédent

Dans le cadre de cette démarche visant à renforcer le pouvoir populaire et à reconnaître les femmes qui cherchent dans les différents territoires du pays, la FNEB a promu la loi 2364 en 2024, qui a finalement été réglementée par un décret en janvier 2026. Cette réglementation, connue sous le nom de « loi sur les femmes chercheuses », marque un tournant dans l'histoire récente du pays et constitue un précédent pour l'Amérique latine et le reste du monde, en proposant une approche globale qui reconnaît que la recherche des personnes disparues a été principalement menée par des femmes qui ont assumé cette tâche dans des contextes complexes, marqués par l'abandon, la violence, la stigmatisation et le risque. En ce sens, elle intègre une perspective de genre qui reconnaît les inégalités structurelles dont sont victimes ces femmes, ainsi que les différentes formes de violence auxquelles elles sont confrontées en raison de leur genre, de leur appartenance ethnique et de leur rôle au sein de la communauté.

Une autre contribution essentielle est la reconnaissance de la recherche comme un travail social, politique et communautaire, et non seulement comme une expérience de deuil privée et individuelle. Elle met en évidence la charge émotionnelle, physique et économique que représente la recherche en Colombie, et établit les obligations de l'État en matière de protection, d'accompagnement psychospirituel, d'accès à la justice et de garanties de non-répétition. Elle transforme ainsi une pratique historiquement invisible en une responsabilité publique.

Le militantisme par amour

Le travail de Yanette ne s'est pas limité à l'action juridique ou à l'élaboration de normes ; son plus grand héritage réside dans les processus collectifs qu'elle a accompagnés et renforcés sur le terrain. L'organisation Mères pour la vie de Buenaventura est un exemple de la façon dont Yanette était non seulement une alliée, mais aussi une guide politique et affectif. Pour beaucoup de femmes, lors des activités communes, son accompagnement a été décisif pour qu'elles se reconnaissent comme des sujets politiques, comme des défenseuses des droits humains sur leurs propres territoires, capables d'exiger la vérité, la mémoire et la justice sans renoncer à la solidarité collective.

Article réduit et traduit de Daniela Cuenca



Nicaragua

Soutien aux défenseur(e)s en exil PBI face à la répression transnationale du Nicaragua

Le dernier numéro du magazine suisse du KOFF pour la promotion de la paix, à propos, consultable via le lien <https://koff.swisspeace.ch>, explore les défis rencontrés par les acteurs et actrices de la paix et des droits humains dans des environnements où les libertés sont restreintes et la répression omniprésente. PBI y a contribué avec un article sur la répression du régime d'Ortega-Murillo au Nicaragua et le soutien aux défenseur(e)s des droits humains exilé(e)s, principalement au Costa Rica. Nous le reproduisons ci-dessous.

Depuis 2018, le régime autoritaire d'Ortega-Murillo au Nicaragua a intensifié une répression systématique contre les voix dissidentes, surtout celles des défenseur(e)s des droits humains, journalistes et membres de la société civile. Plus de 5600 ONG ont été fermées, des dizaines de journalistes forcé(e)s à l'exil, et au moins 450 personnes ont été déchues de leur nationalité. Cette répression s'accompagne d'une crise économique, politique et sociale profonde, qui a forcé près de 350000 personnes à fuir, la majorité vers le Costa Rica.

La violence étatique dépasse les frontières du Nicaragua

En juin 2025, Roberto Samcam, écrivain, ancien militaire et voix critique du régime, a été assassiné à San José (Costa Rica). Son épouse Claudia Vargas, défenseuse féministe exilée, a pris la parole trois mois plus tard devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Elle y a dénoncé la multiplication des attaques contre les personnes réfugiées nicaraguayennes et appelé la communauté internationale à réagir.

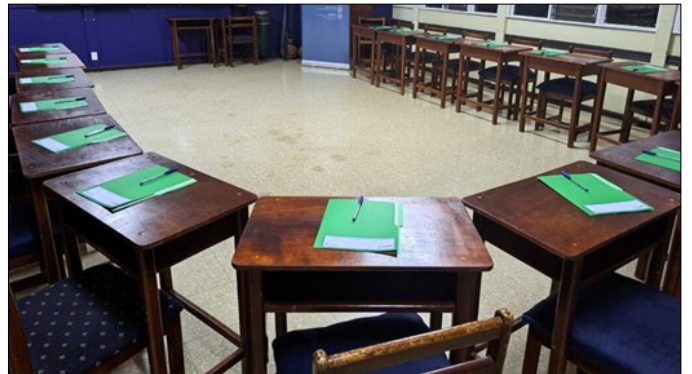
Même en Suisse, l'équipe de PBI a rencontré des personnes d'origine nicaraguayenne qui préfèrent que leurs articles restent anonymes ou refusent de participer à des événements, par peur des représailles envers leur famille au Nicaragua. Dans le pays, les rares activistes ou journalistes indépendants toujours actifs opèrent désormais dans la clandestinité.

Face à cette répression transnationale, la mobilisation conjointe des défenseur(e)s et des réseaux internationaux est plus cruciale que jamais.

Du Costa Rica à Genève : un plaidoyer essentiel

Depuis 2019, PBI soutient les défenseur(e)s nicaraguayen(ne)s en exil à travers un projet au Costa Rica, le seul de PBI à impliquer des personnes en dehors de leur pays. L'objectif : renforcer leur sécurité, leur bien-être psychosocial et leurs capacités d'action tout en relayant leurs appels auprès des instances internationales. Dans ce cadre, une délégation de défenseur(e)s a été invi-

tée à Genève en septembre dernier pour des actions de plaidoyer auprès de missions diplomatiques et de l'ONU.



Tables vides lors d'un atelier destiné aux défenseurs des droits humains, illustrant la crainte de représailles qui empêche les participants d'apparaître sur la photo, le 10 mai 2025 à San José, au Costa Rica.

Aux côtés de Claudia Vargas figuraient également Joao Maldonado, activiste nicaraguayen survivant de deux tentatives d'assassinat au Costa Rica et de 13 balles tirées contre lui, ainsi que sa compagne, Nadia Robleto, journaliste, elle aussi rescapée et aujourd'hui en fauteuil roulant. « Je suis un portrait vivant de la persécution transnationale », témoigne-t-elle.

Face à la persécution transnationale, la solidarité internationale et les actions de plaidoyer demeurent indispensables. Les défenseur(e)s des droits humains soutenu(e)s par PBI demandent au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU d'agir fermement pour mettre fin à l'impunité de ces crimes, aux violations persistantes des droits humains et de garantir la protection des exilé(e)s. Enfin, une coopération avec le Costa Rica est nécessaire pour soutenir les enquêtes criminelles et la protection des personnes défenseur(e)s exilé(e)s au Costa Rica.

Article de PBI-Suisse

Les projets de PBI recrutent régulièrement des volontaires

PBI maintient principalement des équipes d'observateurs internationaux en Amérique latine : au Guatemala, au Mexique, au Honduras et en Colombie. Si vous désirez vous engager dans l'une de ces équipes ou avoir des informations en vue d'un engagement éventuel, prenez contact avec l'un de ces projets ou, mieux encore, avec l'antenne belge de PBI, par exemple via notre adresse électronique : info@pbi-belgium.org



Guatemala

Accompagnement de Carlos Ernesto Choc, journaliste Maya Q'eqchi'

A l'occasion de son passage à Bruxelles au mois de décembre dernier (voir l'article ci-joint où il est question de la conférence à laquelle il a participé), nous vous présentons le journaliste maya Carlos Ernesto Choc à travers un article traduit que PBI-Guatemala lui a consacré dans son dernier bulletin d'information.

C'est en avril 2025 que PBI a commencé véritablement à accompagner Carlos Ernesto Choc. Ce journaliste Maya Q'eqchi' travaille dans la municipalité d'El Estor, Izabal. Au cours de sa carrière, il a notamment participé aux projets Green Blood et Mining Secrets, des enquêtes journalistiques qui ont révélé les dommages environnementaux causés par la société minière Solway Investment Group, responsable de l'exploitation de la plus grande mine d'Amérique centrale. Son travail dans le cadre de ces projets a été publié dans divers médias internationaux, ainsi que dans le média guatémaltèque Prensa Comunitaria. Le travail de Carlos en faveur de la défense de l'environnement et des droits humains l'a exposé à de graves risques : intimidations, menaces, harcèlement de toutes sortes, criminalisation et poursuites judiciaires. Tout cela l'a contraint à s'exiler temporairement l'année dernière. L'accompagnement de PBI fait partie de sa stratégie de sécurité et de l'ouverture d'espaces où rendre visible son combat. « Il faut se réinventer et créer une nouvelle dynamique. C'est pourquoi j'ai contacté PBI et demandé son soutien, afin de pouvoir poursuivre mes activités de journaliste et montrer que je ne suis pas seul ».

Le journalisme d'investigation et de dénonciation a toujours été une activité risquée au Guatemala. En 2017, la violence à l'encontre de Carlos Choc a pris une dimension inquiétante. Le journaliste a alors été criminalisé et poursuivi en justice après avoir documenté la mort du pêcheur Carlos Maaz, lors des manifestations contre la pollution du lac Izabal. La communauté accusait la société minière Fénix, exploitée par la Compañía Guatemalteca de Níquel (CGN) et filiale du Solway Investment Group, d'être responsable de l'apparition d'une tache rouge dans le lac, conséquence du déversement de déchets toxiques. « Le Guatemala vit une quatrième invasion : d'abord les Espagnols, puis les Allemands, ensuite le conflit armé interne, et maintenant c'est au tour des entreprises extractives », résume Carlos. Cette situation a conduit les pêcheurs à bloquer les routes afin de faire pression. Au cours de l'opération d'évacuation, Carlos Choc a pu documenter l'utilisation de gaz lacrymogènes et d'armes à feu par la police nationale civile contre la population, et a également filmé le corps sans vie de Carlos Maaz, qui aurait été touché par un tir provenant des forces de sécurité. Avec le soutien du ministère de l'Intérieur, qui a officiellement nié qu'il y ait eu des morts pendant l'opération, la société minière Fénix a porté plainte contre Carlos Choc et un autre journaliste pour menaces, détention illégale, inci-



Carlos Choc en plein travail journalistique

tation à commettre un délit, manifestation illégale et association illégale, entamant ainsi un long processus judiciaire qui a duré jusqu'en janvier 2024, date à laquelle Carlos et les autres accusés ont été acquittés pour manque de preuves.

Le harcèlement et l'intimidation dont Carlos a été victime n'ont pas pris fin avec l'acquittement dans l'affaire de criminalisation décrite ci-dessus. En 2020, il a été victime

d'un cambriolage à son domicile et le bureau du procureur des droits humains lui a accordé certaines mesures de protection, qui n'ont pas été très efficaces, selon Carlos lui-même. De même, la criminalisation et les poursuites judiciaires n'ont pas cessé, puisqu'en 2021, il a de nouveau fait l'objet d'une plainte pénale pour incitation à commettre un délit et pour avoir prétendument agressé physiquement un agent alors qu'il couvrait des manifestations à El Estor. Peu après cette nouvelle accusation, son domicile a été perquisitionné par le ministère public sous prétexte d'une enquête sur des journalistes et des leaders communautaires dans le cadre de la criminalisation de la radio communautaire Xyaab' Tzuultaq'a (La Voz del Cerro). Une fois de plus, « il s'agissait d'une criminalisation à mon encontre en raison de mon travail de journaliste », affirme-t-il.

Bien que la violence explicite ait diminué depuis lors, la stratégie visant à détruire le tissu social et à saper le moral du journaliste se poursuit. Depuis le début de l'accompagnement en avril 2025, l'équipe de PBI a pu documenter plusieurs épisodes de diffamation et de discrédit à son encontre sur les réseaux sociaux, ainsi que la situation d'alerte dans laquelle lui et sa famille vivent, en particulier face à la réouverture imminente de la mine Fénix, suspendue depuis 2021. « Les lignes d'action de la nouvelle direction sont encore inconnues, mais on s'attend à ce que cela génère à nouveau des tensions sociales », explique Carlos. « Aujourd'hui, la population est plus unie contre la mine, car il y a désormais une résistance et les anciens travailleurs manifestent également parce que la mine n'a pas tenu sa promesse de leur donner du travail ». Dans cette situation, une partie du travail de Carlos Choc consiste à faire connaître la demande publique des autorités ancestrales d'El Estor. Celles-ci exigent que, si la mine est réactivée, les dommages environnementaux et ceux causés aux personnes qui ont été criminalisées soient d'abord réparés, qu'une étude d'impact environnemental soit réalisée et qu'une consultation préalable, libre et éclairée des communautés soit menée.

Article traduit du dernier bulletin de PBI-Guatemala



Impact de l'exploitation minière au Guatemala

Le 4 décembre dernier, à Bruxelles, pour parler de l'impact des industries extractives sur les droits humains, PBI co-organisait une rencontre-débat avec un économiste belge, Romain Gelin, qui travaille pour le GRESEA, ainsi que deux Guatémaltèques, Gabriela Muñoz et Carlos Choc, dont le second est accompagné par les volontaires de notre organisation dans son pays. En dépit de la publicité faite par les différents partenaires à l'initiative de la soirée, l'assistance était peu nombreuse mais la rencontre était des plus intéressante. Pour faciliter l'échange des intervenants comme des auditeurs non bilingues, une traduction était assurée par une même interprète en espagnol et en français.



Les trois intervenants de la soirée, de gauche à droite : Romain Gelin, Carlos Choc et Gabriela Muñoz

La course aux ressources

Après une présentation des trois intervenants, l'économiste belge du GRESEA, Romain Gelin, a ouvert les échanges en décrivant la course internationale de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe pour accéder à certains minerais ou métaux et en épinglant la dépendance spécifique de l'Union européenne vis-à-vis de l'extérieur pour ces matières. Seule une faible part de sa consommation est extraite sur son territoire. Or, comme la demande est exponentielle, on aura toujours plus besoin de métaux. Pour faire face à cette dépendance, explique l'économiste, l'UE déploie une stratégie en trois piliers : sécuriser l'accès aux ressources critiques via des accords commerciaux, relancer l'extraction sur son propre territoire, et développer l'économie circulaire et le recyclage. Une course aux minerais qui place le Guatemala, riche en nickel, au cœur des convoitises.

Impact des exploitations minières

Deuxième intervenante, Gabriela Muñoz, anthropologue et chercheuse à l'Observatoire des Industries Extractives au Guatemala, a parlé de l'impact de la demande internationale de minerais sur son pays. Son travail consiste à enquêter sur les violations des droits

humains commises par les entreprises extractives. Gabriela Muñoz a ainsi présenté une carte des exploitations minières et demandes d'exploitations au Guatemala, pays qui regorgerait de nickel. Mais, outre l'impact de l'extraction des minerais sur son pays, a-t-elle précisé, il faut mentionner celui de l'industrie hydroélectrique comme celui de la recherche ou de l'exploitation pétrolière. Même si on manque d'études d'impact sérieuses sur le sujet, il convient de reconnaître que l'exploitation minière ne génère que peu d'intérêts économiques pour le pays mais provoque en revanche des dommages au territoire et aux communautés.

Quant à la transition énergétique, elle est présentée comme une solution mais c'est au détriment du pays, de ses communautés et de son territoire. En fait, dit Gabriela Muñoz, la transition écologique ne touche pas encore le Guatemala, qui, à l'instar des autres Etats d'Amérique latine, dépend encore beaucoup du pétrole.

Criminalisation du journalisme d'investigation

Dernier intervenant de la soirée, le journaliste maya Carlos Choc, qui enquête depuis bientôt dix ans sur l'impact des industries extractives sur les peuples autochtones dans la région du lac Izabal, a notamment évoqué sa douloureuse expérience de criminalisation. Depuis qu'il a enquêté sur la mort du pêcheur Carlos Maaz en 2017, il n'a cessé de subir intimidations et menaces. Pour avoir documenté la répression d'une entreprise minière contre les communautés, il a été criminalisé et menacé, ce qui l'a finalement amené à solliciter l'accompagnement de PBI.

Mais le journaliste a également abordé l'actualité en matière d'exploitation minière dans son pays et sa région, la lutte contre l'extractivisme ou la fermeture récente de plusieurs mines, ainsi que d'autres problèmes comme la culture des palmiers.

De l'avis de Carlos Choc, pour améliorer la lutte contre l'exploitation minière ou réguler l'extractivisme, il y a moyen de mieux enquêter et d'améliorer la communication avec les pays du nord.

Après ces trois exposés, une séance de questions-réponses a été organisée pour permettre à chacun d'approfondir certains points ou d'en aborder d'autres.

Didier Califice



Indonesië

Een informatieavond over Papua, waar regenwoud, nikkel en mensenrechten botsen.

Er zijn streken in de wereld die dode letter blijven in onze berichtgeving. Neem nu Papua ... een land van regenwoud (van de belangrijkste op onze planeet) en een land van goud en nikkel (dat mee zal instaan voor onze technologische toekomst). En vooral: daar leven MENSEN, zo'n 2.5 miljoen van inheemse origine. PBI is er actief. Over de mensenrechten aldaar ging de informatieavond die we in december in Brussel organiseerden. We waren geboeid: door de militarisering van de regio, het diepgeworteld racisme en de voorzichtigheid waarmee verdedigers van mensenrechten moeten optreden.



Kaart van Indonesië met Papua in het oosten gemarkeerd

Deze regio kent een serieus probleem met de mensenrechten van inheemse mensen: de overheid geneert zich niet land af te pakken, legt vrije meningsuiting aan banden, fnuikt de eigen cultuur, biedt ondermaatse gezondheidszorg. Discriminaties zijn alom-tegenwoordig, van de woonmarkt tot de arbeidsmarkt, met hoge werkloosheidscijfers. Ingeveken Indonesiërs beschouwen de oorspronkelijke bewoners als twee-derangsburgers. Grote steen des aanstoots is racisme: hatelijke uitdrukkingen waarin ze vergeleken worden met apen zijn schering en inslag en zetten veel kwaad bloed.

Sinds de Indonesië in 1963 de controle verwierf over de Westelijke kant van het eiland is het hommels. De vraag naar onafhankelijkheid steekt geregeld de kop op, gewapende groepen zetten dit kracht bij. Tientallen en tientallen aanvallen zijn te noteren. Er is sprake van genocide: tussen de 100 en de 300.000 mensen (!) zouden sinds de bezetting zijn gedood. Human Rights Watch heeft het over een politiestaat. De laatste jaren escaleert de situatie. Meer dan 100.000 mensen werden

Nu Europa op zoek is naar nieuwe bevoorrechte handelspartners zal dit jaar de relatie met Indonesië aan bod komen. Papua wordt hier een hoeksteen, een voorbeeld van een aartsmoeilijk evenwicht tussen de roep om grondstoffen voor de energietransitie, de belangen van het regenwoud en de verdediging van mensenrechten, inzonderheid die van de inheemse bevolking.

gedwongen te verhuizen. Op verschillende manieren steun verlenen aan groepen die in de penarie zitten, is de opdracht die PBI zich tot doel stelt. Maar we moeten ook oog hebben voor het ruime plaatje. De slag om de bodemrijkdommen, en de vernieling van waardevolle natuur, zal de volgende jaren ongeziene vormen aannemen: dat moeten we mee op de agenda zien te krijgen. Daarbij speelt de nieuwe president Prabowo een belangrijke rol: in 2024 kreeg hij de touwtjes in handen: een ex-generaal met een bedenkelijke staat van diensten (met bloedige militaire operaties en martelingen) ook een ondernemer, iemand die zijn talen kent en zich weet te bewegen op de internationale scene. Onlangs nog in Davos. Hij verlegt meer en meer het accent op de ontginning van het land, zoals in Papua, onder de hoofding van een "National Strategic Project".



Aanwezigheid van PBI in Papua

Economische belangen: daar gaat het eigenlijk om. In steeds sneller tempo worden plekken in het regenwoud gerooid, mensen verdreven en de zone gemilitariseerd: waar mijnen kunnen ontgonnen worden, en kassa's gespekt. Wie daar achter zit? Voornamelijk Indonesische groepen. Dat er doorgaans weinig directe buitenlandse investeerders in het spel zitten vermindert onze lobby-mogelijkheden. Maar de ertsen zijn bestemd voor de wereldmarkt, en daar komen wel Europese belangen aan de oppervlakte. En staat het Indonesisch regime op haar strepen. Bij onderhandelingen voor een "Economic Agreement" slaagden de Europese onderhandelaars er bijvoorbeeld niet in het respect voor mensenrechten naar voor te schuiven. In 2026 volgt hier rond nog een partij armworstelen, het Europees Parlement moet zich nog uitspreken. We nemen ons voor in volgende Nieuwsbrieven hier verder op in te gaan. Wordt vervolgd!

Marc Bontemps

